

Bruno Retailleau, l'idéologue de la place Beauvau

Le nouveau ministre de l'Intérieur mène une bataille culturelle pour imposer ses idées en matière de sécurité et d'immigration. Multipliant les déclarations clivantes, ce conservateur catholique affirme une ligne très droitière. Matignon ne la renie pas et envisage même une nouvelle loi immigration en 2025.

Par Claire Gatinois et Alexandre Pedro

Publié 14/10/2024

De retour de son fief de Tourcoing (Nord), Gérard Darmanin a, ce lundi 30 septembre, le cœur encore plein d'amertume. L'ex-ministre de l'intérieur vient de céder sa place au gouvernement au très droitier sénateur de Vendée Bruno Retailleau. Mais l'ancien des Républicains (LR), figure honnie de la gauche, en plaisante hors micro sur le plateau de France Inter où il est l'invité de l'émission matinale. « *Vous avez vu ? Maintenant je suis de gauche !* », sourit-il. En quelques jours les outrances et les provocations de l'ancien « Sarko Boy » qui jugeait la leader du Rassemblement national (RN), Marine Le Pen, « *un peu molle* » et se plaignait de « *l'ensauvagement* » du pays, paraissent bien timides au regard des sorties médiatiques du nouveau locataire de la place Beauvau.

Depuis sa nomination, l'ancien président du groupe LR au Sénat occupe l'espace et les esprits. Pas une journée sans un grand entretien, une annonce choc et un propos clivant. La France vit son « moment Retailleau ». Lunettes cerclées, visage grave et allure fluette, l'élu de Vendée assène ici que « *l'immigration n'est pas une chance* » (sur LCI, le 29 septembre), là que « *l'Etat de droit n'est pas intangible ni sacré* » (au *Journal du dimanche* du 29 septembre).

Premier flic de France, l'homme de 63 ans hier peu connu du grand public occupe les unes du *Parisien*, du *Point* comme du *Figaro Magazine* (du 4 octobre), où il se dit favorable à la « *présomption d'innocence pour les policiers* » et promet la refonte de l'aide médicale d'Etat, un panier de soins pour les étrangers sans papiers, en aide médicale d'urgence. Pour justifier, selon ses mots, sa « *ligne claire* » sur l'immigration, inspirée de la méthode de la dirigeante post-fasciste Giorgia Meloni en Italie, et applaudie par le premier ministre hongrois, Viktor Orban. Le ministre, catholique conservateur, assure savoir « *ce que veulent les Français* » et balaie toutes les critiques le dépeignant en apôtre d'une vieille France. « *C'est mon style* », tranche-t-il dans *Le Parisien* du 10 octobre.

« Il a une colonne vertébrale »

Depuis Matignon, où consigne a été donnée de ne pas verser « *dans l'esbroufe* », les multiples entretiens du ministre de l'intérieur sont dûment relus. Et approuvés. « *Le premier ministre et Bruno Retailleau sont alignés philosophiquement* », jure-t-on place Beauvau. Certes, Michel Barnier marque une distance avec les attaques formulées par son ministre contre l'Etat de droit, mais il épouse sans ciller, lors de

l'émission politique « L'Événement », sur France 2, le 3 octobre, la « ligne Retailleau ».

« *Ça l'arrange* », avance-t-on dans l'entourage du ministre de l'intérieur, sous-entendant que Bruno Retailleau, au-delà d'incarner une rupture avec le macronisme, contribue à amadouer les quelque 122 députés RN, prompts à censurer le gouvernement. « *Quelle serait la différence si le ministre de l'intérieur était du RN ?* », s'inquiète, auprès du *Monde*, le chef des députés socialistes, Boris Vallaud, alors que l'extrême droite paraît comme sonnée par l'attitude du sexagénaire. « *Retailleau parle aux Français du premier tour des législatives* », avance l'ancien député LR du Vaucluse Julien Aubert. Comprendre aux 11 millions d'électeurs du RN.

Insensible au parfum de soufre qui émane de lui, l'ancien du Mouvement pour la France, le parti souverainiste de Philippe de Villiers – dont il a été le bras droit, avant de devenir celui de l'ancien premier ministre François Fillon –, savoure sa puissance de feu. Seul poids lourd d'un gouvernement en mal d'incarnation, il récolte les louanges de la droite et même celles de son ancien mentor, avec lequel il a rompu : « *En dire du mal, c'est se renier soi-même* », lâche Philippe de Villiers au magazine *Paris Match*, daté du 3 octobre. « *Il a une colonne vertébrale (...), on ne cite que lui, le reste est ectoplasmique* », salue le souverainiste. Même Nicolas Sarkozy qui autrefois se lamentait de Bruno Retailleau, cet homme qui « *n'imprime pas* », disait-il, a maintenant des mots doux pour le sexagénaire dont il encense « *la fermeté* » au micro d'Europe 1-CNews, le 30 septembre.

Marié à une médecin scolaire, le cousin éloigné du chanteur Philippe Katerine, qui aime rejoindre son fief de Saint-Malô-du-Bois (Vendée) les week-ends, où il aide ses brebis à mettre bas, écoute religieusement des morceaux d'orgue d'église ou des vieux tubes du groupe Abba, déconcerte. « *Son image n'incarne pas la force, mais quand vous le menacez, il se défend, de façon toujours très catholique* », résume Julien Aubert, un de ses soutiens. Ascétique et insomniaque, ce père de trois enfants mange peu et lit beaucoup. Les livres, « *objets sensuels* » à ses yeux, sont souvent ouverts au milieu de la nuit dans son bureau, une ancienne porcherie réaménagée par son père et lui dans les années 1980.

« Courtoisement réactionnaire »

Comment porter le fer contre un homme si cultivé aux manières polies, capable de convoquer les philosophes Hannah Arendt et Vladimir Jankélévitch lors des débats ? L'opposition paraît désarmée. Bruno Retailleau est « *courtoisement réactionnaire* », résume la sénatrice écologiste des Français établis hors de France Mélanie Vogel. « *Sur les sujets sociétaux, il est réactionnaire au sens littéraire, mais il est un républicain avec lequel on peut discuter* », admet le patron des sénateurs socialistes, Patrick Kanner. « *Il est au bout du spectre de la droite, mais ce n'est pas un voyou* », abonde Laurence Rossignol, sénatrice socialiste du Val-de-Marne.

« *Le monde politique vit une époque étrange* », constate Vincent Martigny. Le politiste et historien remarque que des élus prêts à défendre des idées généreuses le font de manière outrancière alors que d'autres, prônant des idées effrayantes, le font avec une politesse extrême. Cette élégance de forme n'empêche pas Bruno

Retailleau d'être, aux yeux de M. Martigny, un habile artisan du « *dog whistle* » (« *le sifflet du chien* »), cette technique qui consiste, pour un politique, à glisser des messages subliminaux à même de mobiliser des militants radicaux. Et Vincent Martigny de citer ses propos sur l'immigration, « *pas une chance pour la France* », une expression éculée employée par les militants d'extrême droite sur les réseaux sociaux.

Le Vendéen n'a pris personne par surprise. Au Palais du Luxembourg, même ses contempteurs lui reconnaissent une constance idéologique. Quand la plupart des hommes de droite ont opéré un mea culpa sur les réformes sociétales comme le mariage pour tous, lui maintient ses positions. « *Je ne me renie jamais* », confie l'intéressé à Darius Rochebin sur LCI, le 30 septembre, lors d'un entretien confession. « *Il a une vision traditionaliste de la famille : hétérosexuelle et blanche* », cingle Mélanie Vogel, qui s'est opposée à lui, au printemps, au moment de graver la liberté de recourir à une interruption volontaire de grossesse dans le marbre de la Constitution.

Bruno Retailleau le reconnaît. Cette gauche progressiste, coupable d'avoir « *déconstruit* » la famille avec le philosophe Michel Foucault (1926-1984) et l'école avec le sociologue Pierre Bourdieu (1930-2002), est son premier adversaire. C'est contre cette pensée devenue majoritaire après 1968 que le Vendéen mène une bataille culturelle, celle théorisée par l'intellectuel communiste italien Antonio Gramsci (1891-1937). « *La gauche habite plus naturellement le ciel des idées, la droite le monde des réalités. Or, le pragmatisme n'est pas une vision* », dit-il souvent, pour convaincre la droite de réinvestir le terrain de la pensée.

« L'opinion à témoin »

Depuis l'Élysée, Emmanuel Macron regarde, impuissant, la montée de cet idéologue. Entre deux commémorations, le président de la République tente, sur France Inter, le 5 octobre, de rappeler l'essence du macronisme où, pour des raisons essentiellement économiques, l'immigration est vue comme un atout. « *On aurait pu décider qu'on aurait mieux fait de la physique nucléaire sans la Polonaise Marie Curie* » ou « *qu'on aurait pu danser beaucoup mieux sans Charles Aznavour* », ironise le chef de l'État. Mais le propos présidentiel n'a guère d'écho. À l'Assemblée, la Macronie ne s'offusque que timidement des saillies du ministre et préfère se concentrer sur le sujet irritant, et impopulaire, des hausses d'impôts prévues dans le budget 2025.

Bruno Retailleau « *prend l'opinion à témoin* », note Hervé Marseille, président du groupe centriste au Sénat : « *Il dit s'appuyer sur le ressentiment d'une majorité des Français sur les questions d'immigration et de sécurité.* » À sa façon, l'ancien cavalier vendéen mène le combat politique, se référant à Simone Weil (1909-1943), une historienne et philosophe classée à gauche, lorsqu'il parle de rétablir le délit de séjour irrégulier ou d'accélérer les expulsions de migrants sous le coup d'une obligation de quitter le territoire français.

Persuadé de réussir là où Gérard Darmanin a échoué, le locataire de la place Beauvau prépare le terrain pour un nouveau texte sur immigration pour l'année prochaine. « *Il faudra une nouvelle loi immigration* » début 2025, a confirmé,

dimanche 13 octobre, la porte-parole du gouvernement, Maud Bregeon, sur BFM-TV, évoquant le souhait du ministre de pouvoir prolonger le placement en détention d'étrangers en situation irrégulière dans les centres de rétention administrative.

Cette loi sera sa loi. Comme une riposte au camouflet que lui a infligé la Macronie il y a un an. L'ancien sénateur n'a pas digéré que la loi sur l'immigration votée en décembre 2023 avec les voix du RN, durcie par ses soins lors de la navette parlementaire, ait été censurée dans les grandes largeurs par le Conseil constitutionnel. Peu importe que Laurent Fabius, le président de l'institution, ait rappelé au *Monde*, le 6 mai, que le concept de préférence nationale, appliquée de façon systématique, était inconstitutionnelle, Bruno Retailleau prétend combattre « *l'impossibilisme juridique* ».

Dérapages

Dans leur large majorité, Les Républicains applaudissent cette véhémence. « *Il faut qu'on change la donne. Aujourd'hui les caïds sont mieux équipés que ceux qui nous protègent. Ce n'est pas normal. Il faut y aller cash* », appuie Vincent Jeanbrun, député LR du Val-de-Marne. En Sarkozie, où l'on vit encore sur le mythe de l'ancien président de la République, considéré comme le seul homme capable de faire reculer l'extrême droite en empruntant une partie de son discours, les premiers pas de Bruno Retailleau suscitent une curiosité bienveillante.

Brice Hortefeux, ancien ministre de l'intérieur et de l'immigration (2007-2009), se persuade que ce lointain successeur obtiendra « *des résultats* », porté par une « *époque* » devenue plus favorable. « *A mon arrivée place Beauvau, ma tante m'avait dit "tu vas passer pour un mou ou pour un facho". La ligne que Bruno Retailleau porte est aujourd'hui soutenue* », souligne Brice Hortefeux, citant l'appui éditorial de médias comme *Valeurs actuelles*, *Le Figaro* ou *CNews*.

Mais à force d'infuser dans l'atmosphère les idées portées par l'extrême droite, le sexagénaire estompe les lignes de fracture entre la droite et le RN. « *Il y a un paradoxe Retailleau. Il combat sincèrement les thèses du RN, mais il en est très proche* », souligne le sénateur socialiste Patrick Kanner, qui avertit : « *Avec ses idées assumées, il cherche à élever la droite à un niveau tel que le RN ne serait plus le recours, alors que la droitisation de LR n'a pas empêché son déclin électoral.* »

A droite, certains s'inquiètent aussi de l'efficacité d'un ministre de l'Intérieur, déjà tenté par l'hypercommunication. Place Beauvau, « *les coups de soleil médiatiques* » sont féroces, prévient Franck Louvrier, l'ancien communicant de Nicolas Sarkozy. Et beaucoup savent la propension qu'a Bruno Retailleau à se laisser griser par son propre verbe. Ce brillant orateur – toujours sans notes – s'est déjà laissé aller à des dérapages. Comme lors de l'été 2023, lors des violences urbaines consécutives à la mort du jeune Nahel M., tué par un tir policier à Nanterre, où il évoquait « *la régression vers les origines ethniques* » des émeutiers, « *certes Français* », disait-il, « *mais par leur identité* ».

A l'époque, Aurélien Pradié était bien seul à droite pour dénoncer la sortie du sénateur. « *Le goût du politiquement incorrect, l'apparente intellectualisation des maux de la société ne peuvent pas justifier de dévoyer nos valeurs fondamentales* »,

critiquait, dans *Le Monde*, le député du Lot, qui a depuis quitté LR. Mais lancé comme un cheval au galop, le ministre de l'Intérieur poursuit sa bataille politique et culturelle. Un livre à la main et un micro jamais très loin.